

Réponse au pamphlet *Halte à la décroissance* !

Alain Adriaens & Bernard Legros, membres du mpOC
www.objecteursdecroissance.be, janvier 2012

Sur base d'une analyse marxiste plutôt classique et à partir de sources un peu tronquées de ce que sont les idées des partisans de la décroissance, Henri Houben a écrit une dure attaque contre les options politiques et théoriques qui sont à la base du projet des objecteurs de croissance. Sans adopter un ton aussi polémique, deux membres du mpOC ont précisé ce qu'est et aussi ce que n'est pas l'objection de croissance. Il est clair que la logique anti-productiviste de l'objection de croissance provoquera encore bien des résistances dans les milieux de la gauche traditionnelle.

Ceux qui ont compris l'impasse dans laquelle s'enfoncent nos sociétés sont trop peu nombreux pour les laisser s'opposer sur des jugements erronés. Il importe donc de présenter sans biais ce que les objecteurs de croissance défendent vraiment, car il serait dommage que des économistes progressistes comme Henri Houben créent des adversaires imaginaires là ils devraient trouver des alliés. Il y a certes des différences importantes entre le projet des objecteurs de croissance et celui d'un marxiste assez orthodoxe comme semble l'être Henri Houben, mais elles ne situent pas là où il les place. Il est certain que les objecteurs de croissance sont des défenseurs parfois passionnés de leur projet, mais ils n'ont pas l'habitude d'excommunier leurs (nombreux) détracteurs. La plupart font preuve d'un syncrétisme philosophique qui est tout à leur honneur : si pas marxistes, anarchistes ou libéraux, en tout cas influencés par le marxisme, l'anarchisme et le libéralisme politique (laïcisation de la société, habeas corpus, droits individuels et démocratiques, etc.). Ils y puisent concepts et analyses qui en retour nourrissent leur objection à la croissance. Les menaces planant sur l'avenir de l'Humanité et des écosystèmes naturels sont parfois dénoncées avec feu, mais cela ne signifie pas que ceux qui ne vont pas exactement dans la même direction ou aussi loin dans leur dénonciation du système productiviste dans sa variété néo-libérale soient accusés de complicité. Les objecteurs de croissance regrettent souvent un manque de lucidité. Ils les mettent sur le compte, non d'un aveuglement intellectuel, mais souvent de la peur de changements remettant en cause le mode de vie et la vision du monde de chacun. Cependant, il est déjà un point sur lequel nous sommes bien d'accord avec Henri Houben : ce n'est pas la Terre que « *les dirigeants de ce monde mènent droit dans le mur* », mais bien les peuples qui habitent cette planète.

1. « Une théorie floue, mal définie, avec des attentes contradictoires »

Il est plutôt vrai que l'objection de croissance ne dispose pas de théorie claire, unique et bien définie. Nous pouvons cependant citer l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) comme une solide référence scientifique et théorique de la décroissance [1]. Que nous ne possédions pas de « bible », nous considérons cela plutôt comme une qualité. De plus, l'élaboration collective et progressive d'un projet qui accepte toutes les bonnes idées est une excellente manière d'avancer. En cela *Entropia*, la revue d'étude théorique et politique de la décroissance, est également un outil précieux qui, contrairement à ce que prétend Henri Houben, apporte bel et bien des « *propositions concrètes et détaillées* ». Les objecteurs de croissance reconnaissent d'ailleurs ne pas livrer un projet fini clef sur porte car ils veulent construire d'abord une matrice, un creuset dans lequel les alternatives peuvent être pensées et expérimentées. Précisons toutefois que, si les objecteurs de

croissance contestent la pertinence du concept de PIB, ce n'est pas lui dont ils contestent la croissance mais bien la croissance des productions et consommations de produits (en sachant que « les services », dont la croissance est parfois souhaitable, ne sont pas sans coûts matériels cachés). Les chercheurs universitaires qui s'attaquent à l'indicateur pervers qu'est le PIB sont nombreux. Les indicateurs alternatifs au PIB le sont tout autant. La position la plus sage est sans doute de considérer qu'aucun indicateur, aussi synthétique soit-il, ne peut résumer la situation de groupes humains. La sagesse est donc d'en considérer plusieurs en sachant que la pondération des paramètres qu'ils incorporent est toujours subjective. Ainsi, l'un de nous éprouve une affection particulière pour le coefficient de Gini qui mesure les écarts de la répartition de la richesse dans un pays. La multiplicité des approches de l'objection de croissance que cite Henri Houben est réelle, mais il doit cependant faire attention aux dates des études ou ouvrages qu'il prend en compte : l'évolution de la pensée de l'objection de croissance est rapide et des positions défendues par certains il y a quelques années sont aujourd'hui parfois profondément modifiées et une certaine unification (sans unité, heureusement) se précise. Ce mouvement est d'ailleurs parallèle aux multiples « conversions » (entre guillemets auto-ironiques accentuées) auxquelles on assiste régulièrement, tant d'écologistes déçus de ce que devient le développement durable que d'intellectuels de gauches convaincus des impasses du productivisme.

2. « On passe aisément de la critique d'une position à la position diamétralement opposée. »

Sans avoir peur (comme beaucoup) du mot « décroissance », le point de vue que nous essayons de présenter est d'abord celui des « objecteurs de croissance ». Ce courant de pensée ne veut pas voir tout décroître mais bien ce qui est inutile, dangereux ou – et c'est ici que cela devient polémique – ce qui prive d'autres humains du nécessaire pour une vie digne et libre. Le philosophe britannique Bertrand Russell avait perçu intuitivement cette dernière dimension, déjà en 1928 : « *[Or] je dois estimer comme justifiable a priori de priver une personne du confort afin de fournir à une autre le nécessaire [...] car priver un homme du nécessaire constitue une plus grande atteinte à la liberté que l'empêcher d'accumuler le superflu.* » [2] Quand on passe à la concrétisation de la formule gandhienne du « *vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre* » cela remet en cause bien des privilèges (parfois inconscients et allant de soi) en Occident. Donc, il est vrai que l'on propose de voir décroître dans les pays développés bien des consommations et des productions afin que les pauvres de chez nous, les peuples du Sud et les générations à venir puissent voir leur bien-être croître ou ne plus décroître. Cette solidarité au cube, comme l'ont appelée certains, est parfois en contradiction brutale avec des discours ou des promesses tenues aussi par d'autres qui se disent progressistes ou de gauche. Il y a là une vraie opposition avec la pensée que reflète Henri Houben et la lourde tâche des objecteurs de croissance sera notamment de dialoguer avec les forces syndicales et représentatives du monde du travail pour convaincre qu'il est des promesses de « *plus de pouvoir d'achat* » ou de « *plus d'argent de poche* » qui sont en fait soit des illusions, soit des pièges infernaux, soit des manifestations d'égoïsme de groupes privilégiés.

3. « Une erreur de diagnostic sur le contenu de la croissance et du PIB. »

Le troisième paragraphe de l'argumentaire d'Henri Houben étant assez technique, nous n'y répondrons pas en détail, mais nous dirons simplement que s'il est vrai que le PIB est

un bon indicateur pour le système capitaliste, la volonté de sortir de ce système mortifère condamne à nos yeux l'indicateur PIB plutôt qu'il ne le réhabilite. Une analyse économique qui se rapproche des raisons pour lesquelles les objecteurs de croissance trouvent très peu pertinent le PIB est celle de Bruno Kestemont publiée dans la revue *Etopia* n° 8, « *Autour de Tim Jackson, inventer la prospérité sans croissance* » et intitulée « *La place du marché dans l'économie belge* ». Il y est démontré que, dans une conception élargie de l'économie, le marché représenterait en Belgique moins d'un septième des flux de biens et services. Cette donnée à première vue étonnante montre bien que la volonté des objecteurs de croissance d'élargir la sphère de l'autonomie n'est pas une utopie mais une possibilité déjà réelle, mais en opposition frontale avec les ambitions du capitalisme.

4. « La croissance n'est pas au centre des objectifs capitalistes. »

Ce titre du quatrième paragraphe d'Henri Houben est cette fois vraiment en contradiction avec l'analyse que les objecteurs de croissance font de ce système. Contrairement au marxisme qui n'en voit que deux, les objecteurs de croissance pensent qu'il y a trois acteurs économiques : les travailleurs, les entrepreneurs et les capitalistes (rentiers). Certes, au XIX^{ème} siècle, il y avait souvent fusion entre les deux dernières catégories, mais ce n'est plus le cas majoritairement aujourd'hui. Le capitaliste est celui qui a de l'argent en excès et peut le prêter contre intérêt là où il manque, c'est-à-dire dans les entreprises naissantes ou qui veulent se développer ainsi que dans les ménages où l'appétit de consommation pousse aussi à s'endetter. Les capitalistes se sont attachés à la soumission des managers des multinationales grâce au subterfuge des stock-options qui en fait de mini-actionnaires attachés à la rentabilité boursière plutôt qu'à la santé économique de leur entreprise. Ce système parasitaire [3] ne peut se maintenir que par la croissance qui oblige entrepreneurs et consommateurs à emprunter et donc à engraisser le capital. Non seulement celui-ci a conquis de nouveaux territoires (aujourd'hui quasi le monde entier), de nouveaux secteurs (privatisation des services publics aujourd'hui en cours) mais doit pour continuer sa progression cancéreuse s'appuyer sur une croissance économique sans fin. Ce que les marxistes orthodoxes ne comprennent peut-être pas encore tous, c'est qu'en remettant en cause la croissance, c'est le capitalisme lui-même que les objecteurs de croissance espèrent assécher et mettre en déroute, ce à quoi a échoué le mouvement ouvrier depuis 150 ans. Quant au rôle joué par les masses (de moins en moins) laborieuses et (de plus en plus) consuméristes, l'analyse des objecteurs de croissance est plus nuancée que celle d'Henri Houben. Nous pensons qu'elles ont leur part de responsabilité dans l'involution en cours, car aucun système ne tiendrait sans la soumission, volontaire ou non, de la grande majorité. Pour paraphraser le sociologue Alain Accardo, le « mal » n'a pas seulement la forme d'une megamachine capitaliste extérieure aux individus, mais est inscrit au plus profond des dispositions intérieures des individus ; c'est ainsi qu'ils adhèrent, spontanément ou poussés par l'idéologie dominante, aux valeurs du capitalisme et agissent dans le sens de ses intérêts. Sans entamer une socioanalyse (A. Accardo, 2003), nous avons peu de chance de nous débarrasser un jour de la chape de plomb.

5. « La critique n'est plus centrée sur les rapports sociaux, mais techniques. »

Il ne faut pas confondre les objecteurs de croissance avec les tenants du capitalisme vert : notre critique est bien sociétale

et pas seulement technique. Certes, nous montrons souvent que la technique est dévoyée au service du profit et non plus orientée vers l'intérêt collectif, mais le combat ne vise pas à changer de techniques mais bien à changer de société. Henri Houben propose, lui, de changer de propriétaires des moyens de production pour que tout change. Cependant, l'expérience du socialisme existant, que ce soit en URSS & Co ou en Chine, montre que :

1. Primo, le productivisme d'Etat est tout aussi néfaste que le productivisme néo-libéral. L'exemple de la mer d'Aral est édifiant. Certes, son assèchement (relatif) ne fut pas la conséquence de la recherche du profit par les dirigeants de l'URSS dans les années '50, mais d'une planification censée servir les intérêts du peuple. Néanmoins le résultat est sans appel : ce qui est arrivé à la mer d'Aral est une catastrophe écologique et sociale sans nom, quelles que furent les intentions de départ.

2. Les marxistes orthodoxes oublient souvent qu'aucune technologie n'est a priori neutre en soi. La technoscience porte en elle un modèle de société bien précis, hyper-industriel en l'occurrence, avec son cortège d'aliénation au travail, d'hétéronomie généralisée, de prédation des ressources et de dégradation des écosystèmes.

3. L'objection de croissance attaque ailleurs et plus va loin : ce n'est pas la propriété des moyens de production qu'elle veut modifier mais le sens même de cette production, son utilité sociale, les conditions de travail avilissantes qu'elle impose aux salariés, les horaires insensés et le chômage de masse qu'elle promeut pour déséquilibrer en sa faveur le rapport de force entre travail et capital. Nous sommes totalement sur la même longueur d'onde que les marxistes orthodoxes quand ils luttent contre la privatisation des services publics mais nous nous en détachons quand ils croient que nationaliser les entreprises changerait quoi que ce soit à la logique productiviste et travailliste du système. Nos chemins divergent donc là (mais nous n'ostracisons pas pour cela ceux qui croient en d'autres voies).

6. « Une lutte contre les modes "productivistes" ? »

Ce très long paragraphe semble avoir pour but de démontrer que le socialisme n'est pas nécessairement anti-écologique, ni automatiquement productiviste. Nous pouvons être d'accord, tout comme avec le fait que le capitalisme sous sa forme impérialiste a dévoyé l'expérience qui a débuté en Russie en 1917. Mais le passé est le passé, l'expérience a échoué et les enseignements que l'on peut en tirer montrent que, si l'on veut aller vers quelque chose qui réponde aux aspirations de justice sociale du socialisme du XIX^{ème} siècle, d'autres voies d'accès sont à explorer. Et du socialisme, il faudra retenir d'autres approches que celles, allemandes, qui se sont imposées fin XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle et, par exemple, se souvenir des intuitions du socialisme à la française (Fourrier, Leroux, Proudhon, Saint-Simon). Tout cela a fort vieilli, mais il reste du bon à retenir. D'ailleurs, ne voit-on pas qu'à propos des buts de l'économie, d'Engels à Keynes en passant par la sagesse antique d'un Aristote, le respect du vivant, le rejet de la cupidité (la chrématistique), la valorisation du temps libre, de l'autonomie, de la créativité de chacun, de la culture et de la recherche du sens de la vie sont des objectifs oubliés dans nos sociétés dont le but unique consiste en l'accumulation de choses mortes, d'objets censés apporter le bonheur égoïste à l'homo oeconomicus. Pour les objecteurs de croissance, l'économie doit donc redevenir un moyen au service de la société et non plus un objectif en soi⁴. Ils prônent une vie riche plutôt qu'une vie de riche. Les objecteurs de croissance ne dénigrent pas les valeurs à la base du socialisme mais bien la soumission de celui-ci au productivisme, que ce soit

sous ses formes communistes ou social-démocrates. Le socialisme n'est pas l'ennemi.

7. « Un retour à la petite production marchande ? »

Ce septième paragraphe montre le mieux la mécompréhension d'Henri Houben sur ce qu'est l'objection de croissance. Ainsi, le fait que nous prônions la relocalisation, la décentralisation, la création de petites entreprises autonomes, autogérées, est un moyen d'atteindre aujourd'hui plusieurs objectifs :

1. préserver l'environnement des effets néfastes d'une production mondialisée avec transports à longue distance et donc polluants ;
2. enrayer l'obsolescence organisée ;
3. créer des expériences de production à l'écart du système capitaliste qui, certes, ne provoqueront pas immédiatement son effondrement, mais y contribueront à leur mesure par leur multiplication (l'économie sociale, le mouvement coopératif, le mouvement mutualiste à ses débuts n'ont rien tenté de faire d'autres) ;
4. imaginer des modes de démocratie économique encore à développer.

Ceci ne veut pas dire que nous imaginons sept (et bientôt neuf) milliards d'humains vivant uniquement avec un tel modèle d'entreprises. Il y aura encore, à perspective humaine, un marché avec des échanges monétarisés. Les monnaies alternatives – surtout lorsqu'elles sont fondantes et donc non capitalisables – sont un moyen de promouvoir les productions et consommations locales, mais pas une alternative au système global. Par contre, cette économie **avec** marchés ne doit pas rester une économie **de** marché où toutes les règles sont imaginées pour maximiser les profits de quelques-uns. La question de la redistribution est donc importante, c'est pourquoi les objecteurs de croissance explorent aussi la voie de l'allocation universelle. Pour ce qui est de l'organisation des sociétés, les objecteurs de croissance sont certes anti-autoritaires sur beaucoup de points, mais ils savent que l'État protège les faibles contre les puissants. Donc pas d'État minimal pour les objecteurs de croissance, qui considèrent les libertariens comme les pires des capitalistes. Nous voulons un État – ou plutôt des pouvoirs publics bien contrôlés par la population avec une démocratie bien plus participative – fort empêchant dans un premier temps les propriétaires des moyens de production d'externaliser leurs nuisances. C'est ce que nous décrivons comme le mieux d'État. Mais Henri Houben devrait savoir cela, et nous sommes étonnés qu'il confonde la société future que les objecteurs de croissance veulent contribuer à construire avec les îlots de résistance et de survie que certains tentent d'installer au milieu de l'océan capitaliste déchaîné. Les objecteurs de croissance n'ont rien à voir avec le mouvement survivaliste.

8. Conclusions

Sur base d'une lecture erronée de ce qu'est l'objection de croissance, Henri Houben conclut que le projet des décroissants n'a aucun bien-fondé. Sur base d'une telle lecture, nous aurions sans doute la même conclusion. Mais il part là d'une invention, mal éclairée par une lecture partielle ou dépassée de ce qu'est l'objection de croissance. Contrairement au marxisme, celle-ci n'a pas la prétention d'affirmer une téléologie, et certainement pas celle, symétrique à la croissance infinie, d'une décroissance infinie qui n'aurait aucun sens. Bien que s'appuyant sur les recherches scientifiques, l'objection de croissance n'a pas de caractère intrinsèquement scientifique, et pour cause : la politique est affaire d'idéologie, de délibération et d'organisation, pas de science. Quand Henri Houben écrit

que « *les connaissances scientifiques évoluent et permettent de résoudre d'anciennes difficultés* », il tombe dans le scientisme le plus dur, celui qui prévaut depuis deux siècles et qui a, parallèlement à d'autres facteurs, mis l'humanité au bord du gouffre. Il y a donc un grand travail de diffusion de nos idées à réaliser.

Notes

[1] Cf. Jacques Grinevald, *Nicholas Georgescu-Roegen et le "message terrestre" de la décroissance* in *Entropia* n° 10, printemps 2011, pp. 135-154.

[2] Bertrand Russell, *Essais sceptiques*, les Belles Lettres, 2011, p. 185.

[3] De plus en plus parasitaire : la ponction du capital sur la richesse créée est passée de 25% à 35% en trente ans. Certains, comme Serge Latouche, prônent même la sortie pure et simple de l'économie

Halte à la décroissance!

Henri Houben, 28 février 2011

Source : www.jolimai.org

La décroissance est une théorie nouvelle ou plutôt nouvellement populaire auprès des milieux intellectuels pour faire face aux nombreux défis de l'humanité à l'heure actuelle. Elle se réfère en général à la première véritable étude qui a dénoncé l'acharnement des sociétés à se développer sur le plan économique, à savoir le rapport du groupe de Rome en 1972 : Halte à la croissance ! A partir de là, un certain nombre d'auteurs, comme Serge Latouche ou d'autres, de reprendre cette idée centrale et de critiquer les modèles de production et de consommation à l'œuvre dans la quasi-totalité des pays de la planète. Sur ce plan, le débat se focalise sur la question de la croissance : en faut-il ou non ? Les partisans du "oui", grandement majoritaires au sein des gouvernements, assèment que sans croissance on ne pourra pas créer suffisamment de richesses à la fois pour satisfaire les besoins sans cesse renouvelés des populations et une certaine garantie de l'emploi. Les autres estiment que c'est une illusion et va mener le monde à sa perte.

Si on arrête à ce niveau, on devrait donner raison davantage aux « objecteurs de croissance » : la croissance n'assure nullement l'emploi, la répartition des richesses et l'approvisionnement de tous en biens et services nécessaires ; de même, elle se fonde sur un schéma sociétal très contestable, où l'avoir est privilégié. Seulement, si le mode actuel de production et de consommation est extrêmement critiquable, notre interrogation est de savoir si, en définitive, la manière dont les « décroissants » posent les problèmes est pertinente. C'est l'objet de notre désaccord qui abordera sept questions [1].

1. Une théorie floue, mal définie, avec des attentes contradictoires

Une des difficultés majeures des théories sur la décroissance est qu'elles sont diffusées par des auteurs divers, venant d'horizons divers, avec des perspectives diverses. Il n'y a donc pas un corpus théorique cohérent de la « décroissance ». Il y a des avis parfois divergents au sein de ce même mouvement. Sans doute, dira-t-on, qu'il en va de même pour les marxistes, les keynésiens, les libéraux... sauf qu'à chaque fois, ici, on aura une référence, susceptible d'interprétations mais plus ou moins unique : Karl Marx (et Friedrich Engels), John Maynard Keynes ou Adam Smith et David Ricardo. Il n'y a pas une telle référence dans la décroissance.

Réginald Savage [2], qui est en train de mener une étude sur cette théorie et les perspectives qu'elle offre, estime qu'il y a trois courants différents, avec des perspectives et des solutions quelque peu dissemblables : le premier pense qu'il faudrait revenir « en arrière », vers des situations économiques moins complexes et des modèles de développement moins avancés ; le second, auquel il rattache Tim Jackson [3], est plutôt techniciste : il faut des solutions techniques pour éviter l'éclatement de la planète ; le troisième est de tendance néomarxienne, insistant sur la nécessité d'un changement radical de société. Nous ne partageons pas l'orientation des deux premières approches. Nous voulons discuter avec la troisième, pour avoir la meilleure position possible et pour savoir sur quels points il y a accord, sur lesquels il y a convergence et sur lesquels il y a réellement divergence d'opinion.

Mais la diversité de façon générale pose deux problèmes. Le premier est qu'il n'est pas toujours aisé de connaître les propositions concrètes et détaillées des « décroissants ». Il y a, sur ce plan, un certain flou, dans lequel certains auteurs semblent même s'épanouir. La seconde difficulté est qu'il est toujours loisible – et, selon moi, les « décroissants » en abusent parfois – de contourner les difficultés en affirmant : « oh, mais, ce n'est pas cela que je voulais ou je défends » ou « la décroissance, ce n'est pas cela ». C'est qui a rendu Jean-Marie Harribey, économiste français, ancien président d'Attac France et toujours membre de son conseil scientifique, très circonspect sur le mouvement. Jean-Marie Harribey a, pourtant, réalisé sa thèse de doctorat sur ce thème. Mais il en est arrivé à se demander ce qui doit décroître aux yeux des « décroissants » : le PIB, la production, la consommation, le progrès technique, l'empreinte écologique ? Sans parvenir à obtenir une réponse unifiée du mouvement. C'est inquiétant. A la fois, pour le mouvement décroissant, cela pose certainement un défi et hypothèque l'avenir s'il n'y a pas de correction sur ce point.

On peut comparer ceci à d'autres courants. Tous les marxistes diront, par exemple, que leur solution est de collectiviser les moyens de production, c'est-à-dire les grandes entreprises, et de gérer les besoins essentiels par la planification. Tous les keynésiens appelleront de leurs vœux une intervention active de l'État pour réguler le marché et lui éviter de s'emballer et de créer des bulles spéculatives. Tous les libéraux font confiance à un marché fondamentalement autorégulateur, même si certains veulent la suppression totale de l'État (les libertariens) et d'autres acceptent une intervention plus ou moins importante de l'État.

Mais que veulent en commun les « décroissants » ?

2. On passe aisément de la critique d'une position à la position diamétralement opposée

Une deuxième critique porte sur l'argumentaire des objecteurs de croissance. Souvent, ils dénoncent quelque chose pour en venir immédiatement à la justification de la situation inverse. C'est réduire la réalité à deux possibilités : soit on est pour quelque chose, soit on est pour son contraire. La position intermédiaire est quasiment bannie. C'est manifeste dans la question de la croissance. On la dénonce, donc on est favorable à la décroissance. Or, le fait de critiquer la notion de croissance – ce qui est, selon moi, plus que légitime – ne justifie pas en soi d'adhérer à la décroissance.

Ainsi, dans le texte d'Alexis J. Passadakis et de Matthias Schmelzer [4], deux membres d'Attac en faveur des thèses de la décroissance, on retrouve ce basculement. Dans la section 2, « La nature a ses limites et ses résistances », on lit en condensé ce que j'avance. Le point central est le suivant :

« Une croissance illimitée sur une planète finie est impossible ». D'accord. Mais si on veut avoir une analyse plus fine, il faut se demander si une croissance (et encore il faut s'entendre sur ce mot) limitée est possible. Pourquoi cette dernière question est-elle éliminée, comme s'il n'y avait d'alternative qu'entre la croissance illimitée et la décroissance ?

Alexis J. Passadakis et Matthias Schmelzer prennent l'exemple des abeilles : ils dressent le portrait catastrophique d'un monde sans abeilles et utilisent des termes comme « croissance illimitée » ou « surexploitation » pour justifier la décroissance. Or, ce qu'il faudrait prendre en compte, ce sont les conditions de reproduction, de croissance, d'exploitation et ce qui serait nécessaire pour les assurer. Toutes questions qui sont évacuées maintenant. Il faut tout changer, parce qu'on va droit dans le mur. Ce n'est pas une analyse minutieuse de ce qui ne va pas et de ce qui doit effectivement changer.

L'évolution planétaire et humaine montre par ailleurs que tout bouge tout le temps. Le combustible majeur utilisé auparavant était le bois. Puis ce fut le charbon. Depuis 1945, le pétrole était devenu de plus en plus important. Maintenant, on parle davantage de gaz, de nucléaire (malgré de graves problèmes non résolus à l'heure actuelle, la catastrophe de Fukujima l'atteste). On envisage le retour à l'hydraulique, à l'éolien ou le développement des cellules photovoltaïques. Cet exemple sur un point crucial de notre développement, l'énergie, ne prouve pas le caractère illimité des ressources naturelles et donc la possibilité d'avoir un développement sans balises. Mais il est moins limité que les « décroissants » (ou certains décroissent) ne l'avancent. Parce que les connaissances scientifiques évoluent et permettent de résoudre d'anciennes difficultés (même si elles en créent d'autres comme le nucléaire en est la caricature).

Le point 6 dans l'article est de la même veine. Il affirme que la croissance n'assure pas le mieux-vivre, l'emploi, etc. C'est totalement vrai dans le contexte capitaliste, puisque le but des entreprises est le profit et non l'emploi ou la satisfaction des gens. Mais cela constitue-t-il une justification pour la décroissance ou même un argument en sa faveur ?

Reprenant des termes lancés par Serge Latouche, le texte avance de nouveau : « Il s'agit de décoloniser l'imagination, de démystifier des concepts fétiches comme la croissance économique, le progrès, le travail salarié, l'efficacité et le PIB. » De nouveau, aucun problème avec la démystification. Mais la critique d'une notion ne justifie pas en soi qu'on adhère à son opposé.

3. Une erreur de diagnostic sur le contenu de la croissance et du PIB

La confusion est à son comble quand on associe la croissance, le PIB et l'épuisement des ressources naturelles. Il faut donc en revenir à l'essentiel en économie.

D'abord, il faut distinguer entre stock et flux. Un stock est l'ensemble des avoirs à un moment donné (par exemple le 31 décembre 2010) que l'on possède (actif) ou que l'on doit (passif). Un flux est constitué des rentrées (ou sorties) d'avoirs entre deux périodes de temps (par exemple, le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010). Il est évident que le stock « se remplit » ou « se vide » en fonction des flux. A ce stade, signalons que les ressources naturelles sont un stock et que le PIB est un flux.

Ensuite, dans le capitalisme, seules comptent les relations marchandes, c'est-à-dire celles qui font l'objet d'un achat et d'une vente. Même dans l'administration ou le non-marchand, ce qui est comptabilisé concerne le paiement des

salaires. Or, cette comptabilisation, en particulier dans le PIB, s'appuie exclusivement sur l'activité humaine. Autrement dit, le PIB est la valorisation monétaire du travail humain.

Et les ressources naturelles ? Elles n'ont aucune valeur marchande. Elles ne sont pas comptabilisées dans la société capitaliste. C'est sans doute absurde, mais c'est ainsi. Ce qui intéresse les capitalistes, ce sont les occasions de faire des bénéfices. Or, il n'y a que les activités marchandes qui le permettent. C'est le biais de la société capitaliste.

On pourrait et on devrait le critiquer. Mais ce n'est pas l'angle retenu par les « décroissants ». Ce qui est retenu est le couplage entre utilisation des ressources naturelles et le PIB. Et, de nouveau, dans le texte d'Alexis J. Passadakis et de Matthias Schmelzer, par exemple, on utilise la méthode consistant à passer directement de la critique d'une position pour affirmer la position inverse. En effet, ils avancent que le découplage absolu est impossible (section 3). De fait, on ne peut pas produire sans utiliser des ressources naturelles. Mais qu'en concluent-ils ? La liaison nécessaire entre PIB et ressources naturelles et donc la nécessité de réduire le PIB.

Un certain nombre d'études établissent un lien direct entre la croissance du PIB et le gaspillage de CO2 dans l'atmosphère [5]. Donc si on veut réduire le second, il faut diminuer le premier. C'est vrai dans la situation actuelle, à court terme. C'est vrai dans les conditions du capitalisme d'aujourd'hui. Pas nécessairement dans l'absolu. En effet, prenons l'exemple de la France. Les estimations d'émissions de gaz à effet de serre montrent qu'elles proviennent à 26% des transports, à 22% de l'industrie, à 19% de l'agriculture, à 13% de la production d'énergie et à 3% du traitement des déchets. En outre, ce sont surtout les domaines du transport et du chauffage résidentiel qui augmentent le plus vite, ces dernières années. C'est similaire dans de nombreux pays avancés. Mais ce qui dépend directement du PIB, c'est l'industrie et l'agriculture. On peut avoir d'autres formes d'utilisation du transport ou de chauffage, qui n'auraient pas un effet nécessairement négatif sur le PIB. Par exemple, en concentrant les efforts sur le transport rationnel (collectif) et sur de meilleures structures d'isolement des maisons.

En second lieu, on peut avoir d'autres manières de produire que celles du capitalisme contemporain. Dans les conditions actuelles, ce dernier utilise le moins de main-d'œuvre possible et davantage de ressources (proportionnellement à l'emploi). Ce qui épuise toute la chaîne : les hommes qui doivent trimer pour tenir la vitesse exigée par les chefs d'entreprise ; la nature, car elle doit fournir des biens à une vitesse toujours plus grande. Mais ce sont des conditions qui dépendent du capitalisme, non de la production technique.

Si on changeait les conditions techniques pour produire autrement un certain nombre de biens, on pourrait avoir un autre effet économique. Si, comme le proposent certains, on substitue une agriculture plus biologique à la production de masse actuelle, hautement mécanisée, il faudrait utiliser davantage de main-d'œuvre, donc plus de travail humain. Ce qui aurait pour effet d'augmenter le PIB et non de le restreindre.

En résumé, il manque un indicateur de stock, même dans le capitalisme « sauvage ». C'est cet indicateur qui pourrait éventuellement montrer l'épuisement des ressources. Pas le PIB. Que les indicateurs soient imparfaits, c'est logique. Aucun indice ne peut être la mesure de tout. Il faut donc en général une palette de statistiques pour montrer une réalité d'ensemble.

D'autre part, il ne faut pas créer d'illusion sur ces changements ou ces propositions d'indicateurs. On ne

change pas une société avec cela. Tout au plus cela peut-il entrer dans l'argumentation pour la transformer. L'indicateur doit être en rapport avec la société dans laquelle on vit. Or, de ce point de vue, le PIB est globalement ce qu'on a de mieux pour indiquer comment la richesse est créée dans un contexte capitaliste, car il s'intéresse en premier lieu aux marchandises. C'est bien ce qu'on dit implicitement aux gens : vous produisez des marchandises et vous vous enrichissez ; si vous cultivez pour vous-mêmes les produits (tomates, carottes, salade, etc.), vous êtes pauvres. C'est incontestablement absurde et idiot. Mais ce sont les principes sur lesquels la société occidentale est construite. D'où le PIB pour mesurer cette richesse capitaliste.

4. La croissance n'est pas au centre des objectifs capitalistes

Une question fondamentale face aux thèses sur la décroissance : pourquoi s'en prendre à la croissance ? Personne ne fixe d'objectifs vis-à-vis de la croissance. Certes il est stipulé, parfois même dans les constitutions de certains Etats, que la politique économique des gouvernements doit viser la croissance. La stratégie de Lisbonne (maintenant Europe 2020), politique centrale des instances européennes, a été modifiée sous la forme du slogan : « De la croissance et des emplois ». Mais il n'y a pas de buts chiffrés de la part des autorités communautaires. On ne dit pas : on se fixe comme cible 3% de croissance annuelle. La Commission fait des calculs pour prévoir ce que devrait être la croissance du PIB. Mais cela ne change rien aux objectifs, que ce soit 2, 3 ou 4%. Le seul pays qui a une vision avec des perspectives quelque peu chiffrées est la Chine, qui doit avoir une croissance d'au moins 6% par an pour permettre le transfert de 200 millions de paysans dans les villes en une génération. Ne discutons pas ici de savoir si cet Etat est capitaliste ou non. De toute façon, cet objectif ne l'est pas. En outre, c'est un minimum. La croissance pourrait être de 7, 8, 9 ou 10%. Sur ce point, il n'y a pas d'objectifs précis et clairs.

En revanche, si les pays et gouvernements n'établissent pas de buts chiffrés pour l'économie nationale, les firmes privées (et publiques, du moins celles qui sont gérées comme le privé) s'en fixent. Ceux-ci peuvent être : une hausse de la production (passer de 3 à 5 millions de voitures, par exemple), un accroissement de la part de marché (passer d'une part de 9 à 12%) ou un niveau de rentabilité (passer d'un taux de profit sur investissement de 12% à un taux de 15%). La presse économique fourmille d'objectifs de ce genre. C'est ce mécanisme qui pousse à la croissance généralisée. De la sorte, dire qu'on va s'en prendre à la croissance, sans toucher à cette possibilité de décision jugée comme sacrée par la quasi-totalité du personnel politique susceptible d'avoir un poids dans les pays capitalistes, est un non-sens total.

Il semblerait donc plus logique de mettre l'accent non sur la croissance, mais sur ce qui est, en réalité, le moteur du capitalisme, à savoir la rentabilité et la compétitivité. Il y a un déplacement préjudiciable au niveau de l'analyse et qui n'est peut-être pas innocent, car il justifie les points suivants (5, 6 et 7), également très discutables et critiquables.

5. La critique n'est plus centrée sur les rapport sociaux, mais techniques

Avec la dénonciation de la croissance, on met en avant une critique à caractère technique : on produit trop et on met en péril l'équilibre de la planète. Finalement, on est tous sur le même bateau et on est en train de creuser un trou dans la coque, alors qu'on est en pleine mer (voire en pleine tempête). Tout le monde, peu importe sa situation sociale, son patrimoine ou ses revenus, est touché en fin de compte

et devrait, dès lors, contribuer à résoudre les problèmes. Bref : « Tous ensemble ! »

Il y a certes des visions de la décroissance qui sont plus « sociales » et moins « techniques ». Elles ne se retrouvaient pas tellement dans la présentation des points précédents. Néanmoins, fondamentalement, mêmes ces approches plus nuancées, moins « interclassistes », conservent un fond et un point de départ qui est avant tout technique.

Il y a de nouveau des erreurs d'analyse qui ne sont pas sans conséquence sur les alternatives que l'on propage. Erreur d'abord parce que la réalité montre une large différence entre les élites qui décident, choisissent, dirigent et finalement portent la responsabilité majeure du système de production et de consommation dans lequel on vit et le reste de la population. Ce sont ces dirigeants qui s'enrichissent, qui accumulent, qui consomment de façon démesurée... Les autres, en majorité, même si elles le voulaient, ne pourraient pas grand-chose (du moins sur le plan individuel) et ce qu'elles feraient serait dérisoire par rapport aux problèmes écologiques planétaires.

Un second problème dans cette approche « technique » est qu'on suppose qu'il est possible (dans certains cas ou pour certains courants, souhaitable) de convaincre les membres de cette élite d'entreprendre une initiative en faveur du climat et, pourquoi pas, de reprendre l'idée de la décroissance. Sans doute, cela se ferait de façon détournée et édulcorée. C'est une illusion totale.

Ce n'est qu'à partir du moment où l'on supprime les éléments moteurs qui épuisent d'ailleurs autant les hommes que la planète qu'il sera possible de résoudre une partie des problèmes écologiques actuels. Or ce ne sera envisageable que si cette élite n'est plus aux commandes des pays ou des grandes firmes et qu'il n'est pas question de mettre une autre élite à sa place. C'est donc bien en premier lieu une question sociale, sociétale et même de classe sociale (une notion qui disparaît malheureusement dans les thèses de la décroissance). Il faut que les décisions dans les grandes questions – mais celles-ci commencent par l'économie, parce qu'elle détermine la production et la consommation d'une société – soient prises par l'ensemble de la communauté. Dès lors, la propriété des grandes entreprises doit être retirée du privé et d'une éventuelle élite. Elle doit être attribuée à la collectivité. Mais si on ne remplit pas cette condition, il n'y aura aucune avancée durable. On restera dans une logique capitaliste privée qui vise le rendement et la compétitivité. On produira tant et plus, et les salariés comme la nature en subiront les conséquences.

Et nous ne minimisons pas les effets planétaires désastreux de cette logique, même sur le plan de l'environnement : les déserts qui se multiplient et s'étendent dans les régions du tiers monde, le Bangladesh et l'île Maurice menacés par la montée des eaux (la Flandre et les Pays-Bas ont des moyens de se protéger)...

6. Une lutte contre les modes « productivistes » ?

En termes d'alternative, les thèses de la décroissance mettent sur le même pied et critiquent avec la même violence le capitalisme et le socialisme. Pour eux, ce sont deux modes fondamentalement productivistes, donc à rejeter avec la même force. De nouveau, il y a des variantes parmi les décroissants, entre les versions plus technicistes ou plus marxisantes. Néanmoins, mettre sur le même pied le capitalisme et le socialisme est une profession de foi qui ne repose pas sur une analyse scientifique des logiques mises en œuvre. Le capitalisme ne peut pas résoudre les problèmes écologiques de façon fondamentale, car il est fondé sur la recherche du profit. Sur ce plan, le socialisme ne devrait pas

subir la même critique. Il n'y a pas de raison de construire un socialisme nécessairement productiviste. Nulle part, dans les écrits fondateurs de Marx et d'Engels (et de bien d'autres), il n'est question d'un moteur comparable au profit pour engager une logique d'épuisement de la planète.

Reprenons un moment les analyses de Marx et d'Engels qui sont généralement pour les partisans du socialisme une source peu contestée. Marx appelle dans son alternative à une société de l'abondance, qui pourrait suggérer la volonté de produire des tonnes de biens pour satisfaire tout le monde. C'est la définition du communisme : « A chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » [6]. Nous sommes en 1875. A ce moment, les questions des limites de la planète ne se posent pas, puisqu'on ignore encore ces limites. Toutes les régions du monde ne sont pas encore conquises par les colonisateurs. Toutes les possibilités ne sont pas épuisées et surtout on n'en voit pas la fin.

Face à la misère qu'il constate parmi les travailleurs anglais (mais auparavant allemands, belges et français), Marx imagine une société où les forces du capitalisme qui permettent potentiellement d'éliminer la famine et d'autres fléaux seront domestiquées et prises en main par la collectivité au service de celle-ci. Quand il perçoit ce que pourrait être une société communiste, il ajoute que cela permettrait à tout un chacun d'aller à la pêche et de se détendre ainsi (ici, la pêche n'a nullement un caractère productif). C'est donc aux antipodes d'une société dite productiviste.

Mieux encore : Engels, dans un petit texte sur le rôle du travail dans le développement de l'être humain, écrit une analyse très consciente des problèmes des ressources naturelles (en 1876) : « *Bref, l'animal utilise seulement la nature extérieure et provoque en elle des modifications par sa seule présence ; par les changements qu'il y apporte, l'homme l'amène à servir à ses fins, il la domine. (...) Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule. Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement. Et en fait, nous apprenons chaque jour à comprendre plus correctement ces lois et à connaître les*

conséquences plus proches ou plus lointaines de nos interventions dans le cours normal des choses de la nature. Surtout depuis les énormes progrès des sciences de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser. Mais plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé. » [7] Un discours que beaucoup d'écologistes et de décroissants pourraient faire leur.

Les expériences qui ont été engendrées à partir de l'analyse marxiste, c'est-à-dire principalement l'URSS et la Chine (mais les autres aussi), se sont retrouvées dans des conditions autres que celles envisagées par Marx. C'étaient des pays retardés économiquement. La famine était souvent très importante. Il fallait, en premier lieu, assurer un développement économique considérable pour que chaque personne ait un minimum pour vivre.

Ensuite, malheureusement, ces expériences ne se déroulent pas dans un contexte international neutre où les autres Etats laissent le pays se développer paisiblement, avec ses propres forces. On voit au contraire les Etats-Unis aujourd'hui (mais les pays européens auparavant) s'en prendre à toutes les nations qui ne suivent pas scrupuleusement leur modèle. Dès l'origine, l'intervention de ces Etats (qu'on appelle à juste titre impérialistes) a été importante.

En 1918, les Allemands demandent l'armistice. Ils ne sont pas défaits militairement. Ils sont encore largement présents en France. Pourquoi ? Parce qu'une révolte et bientôt une tentative révolutionnaire prend forme dans le pays. Ce sont les spartakistes. Ceux-ci seront battus et même assassinés. La fin de la guerre permet aux Russes blancs, c'est-à-dire aux partisans du tsar, de mener une grande attaque contre le nouvel Etat bolchevique ("bolchevik" veut dire en russe "majoritaire", et non communiste ou quelque chose comme cela). Ils reprennent de nombreuses villes en 1918. Ils sont soutenus sur le plan de la logistique et des ressources financières par les Etats alliés (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis). Il est prévu que les forces alliées envahissent le pays. Le Japon adopte cette stratégie, avance largement en Sibérie qui est éloignée des combats véritables et va y rester jusqu'en 1923 ou 1924. Il se retire de sa propre volonté, quand cela ne sert plus à rien. Les bolcheviks ont gagné. Mais il s'en est fallu de peu.

Par la suite, les interventions sont nombreuses. En Chine, les Etats-Unis soutiennent le général [Tchang Kai-chek](#). Jusqu'en 1947, ils définissent leur stratégie en s'appuyant sur la Chine comme tête de pont et en transformant le Japon vaincu en pays uniquement agricole. Mais Mao l'emporte et Washington est obligé de changer de politique, en prenant appui sur le Japon.

Et que dire de la guerre du Vietnam, où Français puis Américains refusent de reconnaître le résultat des élections effectuées juste après la guerre ? Ou l'intervention américaine dans la baie des cochons pour renverser Fidel Castro et remettre en place un gouvernement à la solde de la Maison Blanche. Et on pourrait ajouter les interventions en Irak, les menaces sur l'Iran ou la Syrie ou même la Corée du Nord. Bref, pour un Etat qui veut construire une société alternative, il faut impérativement, même si cela ne se trouve

pas dans ses options de départ, avoir des forces militaires capables de défendre le pays contre d'éventuelles interventions. Cela explique en partie les efforts pour augmenter la production dans les pays dits socialistes. On ne peut pas mettre cela sur le même pied que la disposition du capitalisme à vouloir produire toujours davantage.

On peut évidemment discuter (sans doute longuement) de savoir si les expériences socialistes qui ont vu le jour méritent bien ce qualificatif. Mais il n'en est pas question ici, parce que, qu'elles le soient ou non, elles auraient été confrontées à ces problèmes. Il est vrai qu'en URSS on a développé plus qu'ailleurs une conception de hausse de la production matérielle. On a tenté d'introduire une alternative au PIB intitulé "produit matériel brut". Et l'idée de la richesse était associée à la production de biens matériels. C'était davantage une erreur (ce qui arrive quand on construit une société totalement nouvelle) qu'une réelle logique productiviste. Où résiderait d'ailleurs celle-ci ? Une logique productiviste s'est introduite en URSS, mais elle a conduit *in fine* au capitalisme, où ce n'est plus la production qui prime, mais le profit.

Dénigrer le socialisme et le mettre sur le même pied que le capitalisme ne peut qu'affaiblir les mouvements alternatifs, parce qu'il exclurait une des plus grandes formes de société alternative. En outre, cette société socialiste se fonde justement sur l'inverse de ce qui produit la croissance illimitée : la propriété collective qui devrait empêcher la recherche incessante du profit.

7. Un retour à la petite production marchande ?

Même s'il y a des divergences entre les courants qui se revendiquent de la décroissance, il y a une petite convergence sur un point de l'alternative. Ce qui est proposé est une économie décentralisée, de petite dimension, fonctionnant par échange de produits, assurant la satisfaction mutuelle des besoins, sur base de l'économie solidaire actuelle. Une économie démonétarisée et démarchandisée, écrivent Alexis J. Passadakis et Matthias Schmelzer.

En réalité, il faut un principe pour faire fonctionner les échanges entre petites unités de production (que ce soient des biens ou des services). Et ce principe est la monnaie. Sans doute, dans l'esprit de leurs promoteurs, une monnaie uniquement au service de l'échange et non pas de l'accumulation. Un peu comme fonctionnent les SEL, les services d'échanges locaux. Cette alternative est donc bien marchande et donc monétaire, même si elle reste à une échelle limitée.

Le problème est que soit cette solution est totalement utopique, dans le sens d'irréalisable, soit elle engendrera nécessairement le capitalisme. Elle est utopique si on croit qu'elle peut rester à un stade limité. Aujourd'hui, des expériences existent, mais elles sont totalement marginales. Elles subsistent parce que le reste fonctionne selon la logique capitaliste et ce reste fournit l'essentiel des biens et services vitaux. Une économie « solidaire » telle quelle est impossible à une échelle planétaire.

Et, quand bien même elle serait possible comme alternative réelle, serait-elle souhaitable ? En effet, un certain nombre de problèmes majeurs sont d'ordre planétaire, donc allant largement au-delà des petites unités de production. D'une certaine manière, cette alternative reproduit l'illusion anarchisante ou libertarienne d'une société d'hommes libres de préférence sans Etat ou avec un Etat minimal. Au contraire, aujourd'hui, les problèmes, surtout écologiques, sont planétaires : le réchauffement climatique menaçant d'une montée des eaux risque d'atteindre en premier le

Bangladesh ou l'île Maurice, qui ne sont pas parmi les premiers pollueurs de la terre ; l'utilisation rationnelle de l'énergie demande une coopération internationale pour utiliser au mieux le soleil là où il diffuse ses rayons le plus abondamment, le vent là où il souffle, l'hydraulique là où l'eau est en masse, etc.

D'autre part, si ce n'est pas une utopie, si on construit effectivement une petite production marchande, elle va tôt ou tard reproduire les mécanismes qui ont conduit au capitalisme actuel. Pourquoi ? Parce que la monnaie va servir de capital, parce que certains vont fournir davantage de biens et services et qu'ils vont vouloir en profiter. Et les mécanismes de régulation, éventuellement mis en place, ne seront pas assez puissants pour les en empêcher. C'est ce qui s'est passé au XVIIIe et au XIXe siècles. Pourquoi imaginer qu'il en irait autrement demain ?

La lacune du projet est de faire l'impasse sur le principal mécanisme permettant véritablement de changer de société et de logique, à savoir la propriété des entreprises et des firmes. Si celle-ci reste au niveau privé, les « propriétaires » peuvent décider de façon autonome et « souveraine » soit de polluer, soit de poser des problèmes à leurs « concurrents » qui, pour rester dans la course, peuvent être amenés à polluer ou exploiter la main-d'œuvre. Le fait que cette propriété soit dans les mains d'une coopérative ne change que peu l'affaire. L'United Airlines, par exemple, est une firme détenue majoritairement par les salariés. Qu'est-ce que cela change au niveau de la concurrence dans le transport aérien ?

En réalité, la seule véritable alternative pour faire face aux problèmes aussi bien écologiques qu'humains est le passage à une propriété collective, mais publique, pour être suffisamment centralisée et répondre aux besoins planétaires. La manière de faire fonctionner l'économie doit passer par l'Etat, dans le cadre actuel. Ce qui permet d'avoir un pouvoir suffisamment fort pour imposer à tous une même logique de production, y compris à ceux qui voudraient continuer à s'enrichir personnellement. Ensuite, c'est le même organe qui peut décider sur le plan politique et économique. Ce ne sont pas deux autorités distinctes. Et l'Etat ou les Etats sont les institutions qui peuvent s'attaquer aux difficultés planétaires. C'est du socialisme effectivement. Mais il faut distinguer cette alternative des expériences qui ont pris le nom de socialisme et qui soit ne devraient pas avoir la prétention de porter ce nom, soit se trouvent dans des situations empêchant fortement d'en réaliser les principes fondamentaux.

8. Conclusions

Je ne crois pas au bien-fondé des thèses sur la décroissance.

1. Elles ne reposent pas sur une base scientifique, analytique, solide, mais au contraire engendrent le flou, le vague et donc parfois l'incohérence.
2. Même si elles sont censées répondre aux problèmes écologiques actuels d'une façon radicale, elles n'apportent pas comme alternative quelque chose de véritablement nouveau. Ces communautés de petits producteurs étaient déjà appelées de leurs vœux par plusieurs socialistes utopiques du XIXe siècle. On les remet au goût du jour aujourd'hui. Mais elles ont un contenu soit irréalisables comme on a pu le constater à l'époque, soit réactionnaires dans le sens où l'on revient en arrière dans le sens de l'histoire, au lieu d'apporter une solution qui va de l'avant.
3. Un certain nombre de problématiques soulevées par les théories de la décroissance sont réelles et doivent

être traitées. Il y a un épuisement des ressources naturelles. Il y a un mythe de la croissance chez les capitalistes (mais ce n'est pas le seul). La société de consommation actuelle est perverse. Mais pourquoi la solution serait-elle la « décroissance » ? Au contraire, avec une puissance étatique à caractère socialiste, on pourrait les résoudre. Car, en privant les capitalistes de leur propriété privée, on leur enlève leurs possibilités de décision et d'influence défavorable sur le cours de l'économie. Mais ce n'est pas un garant absolu. Il faut aussi que la population puisse réellement jouer un rôle actif dans l'élaboration des principes de cet Etat, sans quoi on dévoie l'Etat socialiste de sa mission fondamentale.

4. Les solutions doivent être les plus globales, centralisées possible, parce que les problèmes auxquels on fait face aujourd'hui sont de cet ordre. Les alternatives conviviales peuvent être sympathiques, mais elles ne répondent pas à ces enjeux. Ce qui n'empêche pas d'avoir une approche subsidiaire, pour reprendre une expression de l'Union européenne : les décisions doivent être prises au niveau adéquat. Ce n'est pas à l'Etat central de définir la couleur des boutons de machette à produire (éventuellement). Mais c'est bien à lui, par exemple, de préciser les orientations en matière énergétique, de transport, d'éducation, de santé, de besoins vitaux à fournir, etc.

Notes

[1] Cette communication a servi de discussion au sein d'Attac Wallonie-Bruxelles. De ce fait, nous avons négligé trois éléments également discutables, mais qui sont davantage des problèmes qui pourraient se poser dans des organisations syndicales : la décroissance est-elle un bon mot d'ordre pour des salariés qui perdent leur emploi ? Si la société de consommation est intenable à terme vu les ressources naturelles de la planète, qu'est-ce que la décroissance peut signifier concrètement pour des gens qui gagnent peu et vivent dans des conditions précaires ? Enfin, même si le modèle de consommation est hautement critiquable et qu'il faut assurément étendre l'analyse sur ce point, les forces qui se trouvent dans la production, c'est-à-dire un bloc de salariés organisés plus ou moins bien, ne sont-elles pas plus à même de renverser ce système, plutôt que des forces souvent isolées et désorganisées comme le sont les consommateurs ? Autrement dit : le levier de changement ne se situe-t-il pas davantage dans la production que dans la consommation, une action syndicale étant toujours plus efficace aujourd'hui qu'une action des consommateurs (ce qui ne veut pas dire exclure cette dernière nécessairement) ?

[2] Economiste belge, auteur d'une histoire économique de la Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale.

[3] Economiste britannique, auteur de *Prospérité sans croissance*, éditions Etopia/De Boeck, 2010.

[4] Alexis J. Passadakis et Matthias Schmelzer, « Décroissance – 12 pistes pour une économie solidaire au-delà de la croissance », juillet 2010.

[5] Par exemple, Michel Husson, « Croissance sans CO2 », Note Hussonet n°24, octobre 2010.

[6] Karl Marx, *Critique du programme de Gotha* : <http://www.marxists.org/francais/ma...>

[7] Friedrich Engels, « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme » : <http://www.marxists.org/francais/ma...>